

Dans quelques jours, l'OIT fêtera le 90^e anniversaire de sa création. Si j'ai répondu à l'invitation du Directeur général, M. Somavia, dont je salue l'action exemplaire, c'est parce que je voulais rendre hommage à la plus ancienne de nos organisations internationales et au rôle qu'elle joue depuis la fin de la première guerre mondiale.

Parmi ceux qui avaient connu la guerre, ses morts, ses souffrances, se levèrent des hommes de bonne volonté qui s'écrièrent: «Plus jamais ça!».

Ils voulaient que le droit prenne le pas sur la force. Ils créèrent la Société des Nations. Ils mirent la guerre hors-la-loi.

On sait ce qu'il advint. Le Traité de Versailles, en achevant une guerre, en avait préparé une autre. Et cette nouvelle guerre fut pire que la précédente.

Du grand rêve de paix qui avait porté les espoirs d'une génération meurtrie, il ne resta à nouveau que des ruines, des larmes, des millions de morts et le souvenir de la Shoah.

De cet échec, quelque chose cependant survécut.

Les rédacteurs du Traité de Versailles avaient eu au moins raison sur un point: «La paix universelle ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale.»

Saint-Just avait eu beau proclamer qu'avec la Révolution le bonheur était devenu une idée neuve en Europe, en 1919, la guerre totale avait renvoyé aux oubliettes les idéaux de l'homme de 1789. La création de l'OIT fut la réaffirmation que l'homme devait cesser d'être regardé comme un moyen pour être reconnu comme une fin en soi. Opposer le travail comme un moyen d'accomplissement et d'émancipation au travail comme une aliénation et un asservissement, faire de la justice sociale l'une des voies de la paix, voilà ce qui fut à l'origine de la création de l'OIT.

Il a fallu la foi ardente de quelques hommes lucides et courageux, au premier rang desquels se trouve Albert Thomas, le premier Directeur du BIT. Je veux rendre hommage à cette grande figure du socialisme européen, à cet ami de Jaurès, qui toute sa vie a voulu dépasser la lutte des classes. Il pensait que «dès l'instant où les hommes se rencontreraient les yeux dans les yeux et se parlaient, quelle que fût l'opposition des intérêts, un grand résultat était déjà acquis pour les ententes nécessaires».

Il installa l'OIT, la seule Organisation où aujourd'hui encore se rencontrent les représentants des Etats, ceux du patronat et ceux des salariés. Il lui donna son crédit et il inventa le dialogue social à l'échelle internationale.

Alors, d'où vient que les démocraties se soient trouvées aussi démunies face à la crise des années trente?

La réponse est simple, elle est cruelle, elle est d'actualité: Les Etats, les gouvernements, ne furent pas au rendez-vous des engagements qu'ils avaient pris. En 1925, Albert Thomas écrit: «Je cherche péniblement la route qui mène à la ratification de conventions.»

«Rien ne bouge.» En 1930, il s'impatiente et s'écrie: «Si nous laissons passer les années, les dangers de conflagration apparaîtront de nouveau.»

Il avait raison. Trop peu le comprirent, et, parmi ceux qui l'avaient compris, beaucoup n'osèrent pas.

Il me revient en tant que Président de la République française de poser une question devant vous.

Allons-nous tirer les leçons de l'Histoire pour qu'elle ne recommence pas, ou bien allons-nous refaire les erreurs du passé, avec des conséquences qui pourraient se révéler aussi désastreuses, alors que l'économie mondiale se trouve plongée dans une crise sans précédent depuis 1945?

Je pose cette question: Pouvons-nous attendre? Face à la misère, à la faim, au travail forcé, aux conditions de vie dégradantes dans le monde, avons-nous le droit d'attendre?

Face au réchauffement climatique, aux menaces qu'il fait peser sur la stabilité du monde et sur la survie d'une partie de l'humanité, avons-nous le droit d'attendre?

Face à l'épuisement des ressources non renouvelables, jusqu'à quand devons-nous attendre pour produire différemment, pour vivre autrement, pour développer d'autres formes d'énergie?

Face à un capitalisme financier devenu fou à force de n'être soumis à aucune règle, serait-il raisonnable d'attendre encore?

Faut-il attendre que la crise économique, financière, sociale et écologique se transforme en crise politique majeure à l'échelle planétaire, pour nous décider enfin à changer, au risque qu'il soit trop tard?

N'avons-nous pas assez attendu pour réguler une mondialisation qui, à côté de l'abondance de richesses qu'elle contribuait à créer, faisait grandir des poches de misère et de frustration?

La régulation de la mondialisation, c'est la question centrale. Le monde ne peut pas être gouverné que par la seule loi de l'offre et de la demande. La mondialisation ne peut pas être l'alibi de tous nos renoncements, politiques, intellectuels, moraux. Or c'est justement ce à quoi nous condamnons l'absence de régulation mondiale.

Oserai-je ajouter que la mondialisation ne survivra pas à la loi de la jungle parce qu'il ne peut pas y avoir de liberté sans règles.

L'OIT a toujours défendu cette thèse, non sans courage, alors qu'elle était absolument à contre-courant d'une idéologie dominante puissamment ancrée dans les esprits et dans les institutions mondiales.

Dès juin 2004, Philippe Séguin, à peine élu Président du Conseil d'administration du BIT avait dit: «La priorité de l'OIT est de répondre aux besoins de régulation de la mondialisation.» C'était prémonitoire à une époque pas si lointaine où si peu de responsables dans le monde prenaient cette question au sérieux. Depuis, vous y avez répondu en partie avec la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable. Il reste à la faire entrer dans les faits, comme il reste à faire entrer dans les faits les décisions prises par le G20 sur la régulation financière.

Tout se tient: les dumpings, qu'ils soient monétaires, sociaux ou environnementaux ne doivent pas être regardés seulement comme des distorsions de concurrence qui provoquent des manques à gagner pour les entreprises qui les subissent. Ces dumpings sont aussi à l'origine de coûts sociaux et humains considérables.

Le travail des enfants n'est pas seulement de la concurrence déloyale. Il empêche aussi les enfants d'aller à l'école et de s'instruire.

Il y a deux types de mondialisation: celle qui privilégie la croissance externe, chacun cherchant par

tous les moyens à prendre les emplois et les marchés des autres, et la mondialisation qui privilégie la croissance interne, c'est-à-dire un modèle de développement dans lequel chacun produisant plus et consommant davantage contribue au développement de tous.

La première pousse à l'extrême la logique de la compétitivité à tout prix en recourant à toutes les formes de dumping, à l'écrasement du pouvoir d'achat et du niveau de vie. La deuxième s'appuie sur l'augmentation de la productivité, l'élévation du niveau de vie et, finalement, l'amélioration du bien-être. La première est conflictuelle, la deuxième est coopérative. La première oppose le progrès économique et le progrès social, la deuxième, au contraire, les lie l'un à l'autre. Tout l'enjeu d'aujourd'hui est de faire passer la mondialisation de la première logique à la seconde.

Ceux qui ne veulent rien changer – et ils sont nombreux – prétendront que mon discours est chimérique. Ma conviction est que ce qui est chimérique aujourd'hui – allons plus loin –, ce qui est irresponsable aujourd'hui, c'est de croire que la crise est une parenthèse et qu'après la crise tout pourra recommencer comme avant. Cette analyse est absolument suicidaire pour chacun et chacune d'entre nous.

Ce qui est chimérique et irresponsable, c'est de croire que ce système de spéculation, de rentes, de dumpings, qui a enfermé la mondialisation dans l'impasse dans laquelle elle se trouve, va pouvoir continuer indéfiniment, que l'on va pouvoir continuer de tout donner au capital financier et rien au travail, que les marchés financiers vont pouvoir continuer à imposer à toute l'économie leur obsession d'une rentabilité à court terme dopée par de gigantesques effets de levier d'endettement.

Ce qui est chimérique, ce qui est irresponsable, c'est de croire que les peuples du monde subiront sans rien dire les conséquences douloureuses de la crise, qu'ils ne réclameront pas plus de protection, pas plus de justice, qu'ils supporteront de nouveau comme si de rien n'était les parachutes dorés, et les gains mirobolants des spéculateurs payés par le travail des autres.

Je crois profondément qu'il y aura dans le monde qui vient une exigence de raison qui s'exprimera avec tant de force que nul ne pourra s'y soustraire.

Au nom de cette exigence de raison, il y aura des comportements indécents qui ne seront plus tolérés. Vous l'avez d'ailleurs pressenti en mettant à l'honneur la notion de travail décent.

Je le dis avec gravité et en pesant mes mots, ou nous aurons la raison ou nous aurons la révolte, ou nous aurons la justice ou nous aurons la violence, ou nous aurons des protections raisonnables ou nous aurons le protectionnisme.

Nous avons besoin de règles qui deviennent des normes et qui s'imposent à tous. Que les choses soient claires, il ne s'agit pas d'harmoniser dans le détail toutes les législations du travail. Il ne s'agit même pas d'imposer aux pays les plus pauvres les normes sociales des pays les plus riches – ce serait absurde. Mais il s'agit de mettre en place entre les nations un système de règles qui tirent tout le monde vers le haut au lieu de tirer chacun vers le bas.

Comment comprendre qu'une cinquantaine d'Etats dans le monde n'aient pas encore ratifié les huit conventions qui définissent les droits fondamentaux au travail? Mais quel monde voulons-

nous? Voilà la question qu'il nous faut nous poser. La France y répond en prenant l'engagement de ratifier à très bref délai la convention sur le travail maritime et la convention-cadre sur la santé. Quand on veut que les autres fassent la même chose que soi, mieux vaut faire soi-même ce que l'on doit faire en temps et en heure.

Le problème des normes sociales et environnementales est sans doute l'un des plus difficiles. Il nous oblige à nous interroger sur ce qu'il faut bien appeler «la marchandisation du monde», c'est-à-dire l'extension progressive de la sphère marchande à toutes les activités humaines, qui a été l'une des caractéristiques majeures de la mondialisation des vingt dernières années et qui, à ce titre, a mis le droit du commerce au-dessus de tout.

Mais la santé, l'éducation, la culture, la biodiversité, le climat, voire le travail ne sont pas des marchandises comme les autres. On sait que l'énergie que la France a mise à faire valoir le respect de la diversité culturelle sera mise également à placer sur un pied d'égalité le droit de la santé, le droit du travail, le droit de l'environnement et le droit du commerce. La France mettra la même énergie à lutter contre la tentation du protectionnisme et à défendre l'idée que j'affirme du haut de cette tribune, que l'OMC ne peut pas être seule à décider de tout et que chaque institution spécialisée doit avoir sa part dans la définition des normes internationales, et par-dessus tout de leur mise en œuvre.

Il faut plus de pouvoir pour le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation internationale du Travail pour que les normes que vous édictez ne restent pas lettres mortes. Et, lorsque nous serons parvenus à Copenhague à un accord ambitieux sur le climat, il faudra que soit créée alors une véritable organisation mondiale de l'environnement en vue de faire appliquer les engagements qui auront été pris, je l'espère, par tous.

A quoi cela sert-il de voter des normes si personne ne les respecte? La gouvernance mondiale du XX^e siècle ne peut ressembler à celle du XXI^e siècle. Nous avons donc trop attendu.

J'appelle à associer les grands pays émergents à la gouvernance. Comment peut-on espérer gouverner le monde en laissant de côté plus de la moitié de l'humanité?

J'appelle à soumettre le libre-échange à une exigence de réciprocité.

Sur ce point également, nous avons trop attendu au point de dénaturer le libre-échange et de dresser contre lui ceux qui devraient en être les plus ardents défenseurs. J'appelle donc que les interventions du FMI, de la Banque mondiale, des banques du développement, du PNUD soient soumises à une conditionnalité environnementale et à une conditionnalité sociale.

Il est quand même étrange que le FMI ou la Banque mondiale viennent au secours d'un pays sans que l'on puisse lui demander de respecter des règles élémentaires en matière d'environnement, de droit du travail ou de santé publique. On ne peut pas accepter que l'aide internationale serve à encourager le travail forcé ou le travail des enfants ou une pollution qui menace l'avenir de la planète.

Mais on ne peut pas aborder ce problème de la conditionnalité sociale ou environnementale sans poser la douloureuse question des politiques d'ajustement. Car on ne peut pas demander à un pays de respecter un certain nombre d'exigences

sociales et lui imposer en même temps, comme on l'a trop souvent fait dans le passé, des plans d'ajustement ayant des conséquences sociales et humaines absolument désastreuses. Pour pouvoir donner des leçons, les organisations internationales doivent d'abord se les appliquer à elles-mêmes.

On ne peut pas non plus exiger des pays pauvres et des pays émergents des efforts qu'ils ne seraient pas capables d'accomplir sans ruiner définitivement leur économie et leurs possibilités de développement. Les efforts demandés doivent être raisonnables et progressifs, et à tout effort doit correspondre une aide au développement accrue. C'est dire que l'on ne pourra progresser dans l'intérêt de tous que si l'effort est partagé, que si les pays les plus avancés sont capables de partager leurs rentes et de faire preuve de solidarité. Il n'y aura aucun progrès si l'aide au développement reste au niveau où elle est et si l'aide au développement n'est pas regardée comme le complément indispensable des conditionnalités environnementales et sociales sans lesquelles la mondialisation est absolument condamnée à l'échec.

Je voudrais proposer une autre révolution dans la gouvernance mondiale pour que les normes qui sont inscrites dans les accords internationaux soient effectivement appliquées. A quoi servirait pour l'OIT de continuer à adopter des normes si celles-ci n'ont aucun caractère obligatoire? Une norme qui n'est pas obligatoire n'est pas une norme, c'est une recommandation, c'est un conseil, c'est un avis, c'est une feuille qui s'en va dans le vent. Cela ne compte pas, cela ne sert pas.

La révolution à laquelle je nous appelle repose sur l'idée que les institutions spécialisées puissent intervenir dans les litiges internationaux, notamment les litiges commerciaux, par le biais de questions préjudicielles.

Bâtissons ensemble cette nouvelle gouvernance mondiale pour que l'OIT puisse avoir son mot à dire auprès de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale, dès lors que seront en jeu les normes fondamentales que l'OIT est en charge de faire respecter. La communauté internationale ne peut être schizophrène, car c'est bien de la schizophrénie pour la communauté internationale que d'ignorer à l'OMC ou dans les institutions de Bretton Woods ce que promet l'OIT. Et c'est le rôle de la saisine préjudicielle d'éviter que cela se produise.

Ainsi, le juge du commerce ne serait plus le seul à décider. Ainsi le droit commercial ne serait plus le seul à prévaloir. Ainsi l'OIT serait-elle obligatoirement saisie chaque fois que, dans un contentieux impliquant des États, une question relative au respect des droits fondamentaux du travail serait posée. Le FMI serait obligatoirement saisi quand se trouverait posée une question relative au dumping monétaire. La future organisation mondiale pour l'environnement serait obligatoirement saisie en matière de dumping environnemental. De la sorte, la logique marchande ne pourrait plus l'emporter sur toutes les autres, et toutes les règles deviendraient véritablement des normes que chaque institution internationale spécialisée s'appliquerait à faire respecter pour ce qui concerne son domaine de compétence.

Naturellement, on ne réglera rien si l'on ne règle pas d'abord la question du capitalisme financier, qui impose à l'économie son propre système et ses propres normes. Les réunions de Washington et de Londres resteront dans l'histoire comme des étapes

décisives, à la condition que les engagements qui ont été pris soient tenus. Et dans beaucoup de domaines, il faudra aller beaucoup plus loin pour reconstruire un système financier qui finance davantage les entrepreneurs que les spéculateurs.

Il faut tout revoir: la surveillance prudentielle des banques, la réglementation des *hedge funds*, les règles comptables, les modes de rémunération. La crise nous rend de nouveau libres d'imaginer. C'est le moment d'aller le plus loin possible, ce n'est pas le moment de reculer. Nous ne pouvons pas perdre de temps! Nous sommes passés, nous le monde, au bord de la catastrophe. Faut-il prendre le risque de recommencer? Je sais bien que, dans certains milieux, dans certaines administrations – ici même peut-être –, parce que les marchés vont un peu mieux, parce que les spéculateurs se sont remis à spéculer – regardons ce qu'il se passe avec le pétrole –, il y a la tentation de réduire la portée de ce qui a été décidé. Céder à cette tentation serait une faute historique.

Je le dis à tous les chefs d'Etat et de gouvernement du G20: c'est pour chacun d'entre nous une responsabilité historique d'aller au bout de ce que nous avons entrepris. C'est une responsabilité historique de ne laisser aucun groupe de pression, aucune bureaucratie, aucun intérêt particulier y faire obstacle.

Je veux dire au Président des Etats-Unis que l'Amérique doit être la plus ambitieuse, parce que c'est la vocation de l'Amérique, parce que c'est le rôle de l'Amérique de précéder le mouvement, parce que c'est à l'Amérique de Wilson et de Roosevelt que nous devons le multilatéralisme et l'idée même d'une régulation et d'une gouvernance mondiales.

Je veux dire à tous les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne que l'Europe doit être exemplaire parce que c'est ainsi qu'elle sera la plus fidèle à ses valeurs et qu'elle aura une chance de les faire partager. Que pourrait dire au monde une Europe qui ne serait même pas capable de se doter d'une régulation et d'un régulateur européen?

Je veux dire à tous ceux qui ont peur du changement que le changement est nécessaire pour rétablir la confiance, et que le plus risqué pour le monde serait de ne pas changer.

Je veux leur dire à tous que la France veillera à ce qu'aucun débat ne soit enterré, à ce qu'aucune question ne soit éludée.

Regardez le débat sur la taxe Tobin, qui est une taxe pour freiner la spéculation. Je ne sais pas si c'est une bonne idée. Je ne sais pas si elle est applicable. Mais qui pourrait comprendre que l'on n'en débâte même pas, et qu'avant même d'y avoir réfléchi on enterre ce débat?

Que l'on sache en tout cas que la France ne laissera pas subir à la taxe carbone le sort que l'on a fait subir par le passé au débat sur la taxation de la spéculation. Parce que la taxe carbone, c'est la condition d'une concurrence loyale et d'un effort partagé pour sauver la planète.

Je veux le dire, et il y a urgence à poser cette question et à y répondre, si l'on ne veut pas avoir à choisir demain entre le libre-échange et la lutte contre le réchauffement climatique.

La France veut porter le débat sur la réforme de la gouvernance mondiale. Elle veut porter le débat sur la réciprocité, sur la conditionnalité sociale et sur la conditionnalité environnementale.

J'appelle aussi l'attention sur la nécessité qu'il y a d'avancer sur la réforme – oserai-je dire, sur la refondation? – du système monétaire international.

Comment ne pas voir que c'est toujours le travail qui paye le premier les conséquences du désordre monétaire? Comment ne pas voir que dans la déloyauté de la concurrence mondiale, ce sont les monnaies qui jouent aujourd'hui le rôle le plus important? Il faudra bien qu'à l'avenir le G20 se saisisse aussi de cette question. Comme il faudra bien qu'il prenne davantage en compte la dimension sociale de la crise et du nouvel ordre mondial qu'il entend contribuer à construire.

J'ai plaidé pour que le Directeur général de l'OIT participe à la réunion des chefs d'État et des gouvernements, au même titre que le Directeur général du FMI ou le Directeur général de l'OMC. C'est une nécessité absolue à mes yeux, parce que cela témoignera que la question du travail est mise au centre de la réflexion mondiale. Je souhaite que l'OIT fasse des propositions concrètes pour mettre la promotion du travail décent au cœur des règles qui constitueront le fondement d'un ordre mondial plus respectueux de l'homme.

La crise des années trente nous enseigne qu'il ne faut pas répondre à la crise en imposant aux salariés des sacrifices si lourds que la reprise devient impossible. Aussi la France soutient-elle l'adoption par la Conférence internationale du Travail de «conclusions» sur un Pacte mondial pour l'emploi.

La France souhaite que ce Pacte mondial pour l'emploi soit discuté dans le cadre d'une «commission sur l'emploi» à laquelle l'OIT et les partenaires sociaux participeraient pour préparer le prochain sommet du G20. Je mesure que ces révolutions dans la régulation et la gouvernance mondiales exigent des ruptures dans les habitudes et les manières de pensées. Je ne sous-estime nullement les objections qu'on peut leur opposer, les craintes que mes propositions peuvent susciter.

Je sais que beaucoup de partenaires de la France ne seront pas d'emblée d'accord pour aller aussi loin, mais mon idée c'est que c'est le devoir de la France de montrer la voie et de susciter le débat. La France n'aura pas raison toute seule. Mais si on n'ouvre pas ces débats maintenant, quand la crise force tout le monde à s'interroger, quand le fera-t-on? Jamais! Cela est ma conviction absolue.

Alors, à ceux qui abordent avec méfiance la Conférence de Copenhague sur le climat, à ceux qui

hésitent à donner plus de pouvoir de régulation au FMI, à ceux qui retardent sans cesse la ratification des conventions de l'OIT, à ceux qui regardent la création d'une organisation mondiale pour l'environnement comme une menace à la liberté du commerce et une entrave à la croissance économique, je veux dire que la seule chose dont ils doivent avoir peur, c'est l'immobilisme.

Le Président Roosevelt l'avait dit en 1933 aux Américains, dans son discours d'investiture: «La seule chose dont nous devons avoir peur, c'est de la peur elle-même.» Rien n'a changé. Pour sortir de la crise, pour rétablir la confiance, pour que des centaines de millions d'êtres humains puissent de nouveau regarder l'avenir comme une promesse, il faut changer de modèle de croissance. Il faut réguler la mondialisation. Nous devons nous souvenir que la démocratie, la liberté, l'ouverture, le progrès social ne sont pas des acquis irréversibles.

Je voudrais achever mon propos en citant Francis Blanchard. Il a écrit dans ses Mémoires: «Le problème n'est pas celui des fins fixées dans tant de décorations solennelles et d'agendas, mais celui de leur suivi, et des moyens que seule une forte volonté politique permettrait de mettre en œuvre dans des domaines vitaux et dans l'urgence. Des discours accompagnés d'engagements précis s'imposent pour faire sauter plusieurs verrous qui ferment les voies du développement durable.» Ainsi parlait Francis Blanchard.

Car, aujourd'hui, c'est la même question qui se pose, et je reprends ses propres mots pour rendre justice au final à l'OIT, qui a eu grand tort d'avoir raison trop tôt.

Mon message est simple. N'attendons pas pour agir qu'il soit trop tard. Quel monde laisserions-nous à nos enfants si nous n'étions même pas capables de nous mettre d'accord sur la limitation des gaz à effets de serre, sur les paradis fiscaux ou sur des principes aussi fondamentaux que la liberté syndicale, l'interdiction du travail forcé, l'abolition du travail des enfants, l'élimination des discriminations en matière d'emploi, au moins comme des objectifs qu'il nous faut nous efforcer d'atteindre?

Quelle responsabilité porterions-nous vis-à-vis des générations futures et vis-à-vis de notre propre conscience si nous devons renoncer? Vous l'avez compris, la France ne renoncera pas.